

La DSI de l'État crée une “cellule cyber” pour renforcer la sécurité de ses services | À la une | Acteurs Publics

ActeursPublics

Image d'illustration générée par Midjourney.

Alors que le numérique est appelé à irriguer toutes les “politiques prioritaires du gouvernement”, une toute nouvelle “cellule cyber” a fait son apparition dans l'organigramme de la direction interministérielle du numérique. Habituee à lancer des start-up d'Etat pour défricher le terrain, tester un service et son usage, puis l'améliorer en continu, sans trop s'attarder dans un premier temps sur tout ce qui peut freiner leur essor, la DSI de l'Etat semble désormais prendre le sujet au sérieux.

Cette nouvelle cellule, fait savoir la Dinum, a la “double mission de conseiller, contrôler et accompagner la conception et la réalisation des projets de la DINUM sur les sujets de cybersécurité et également d'assurer la veille, la supervision opérationnelle de sécurité des produits arrivés en exploitation et la réaction sur incidents”. Une ambition qui fait écho à celle qui avait présidé à la création du nouvel “opérateur de produits interministériels”. Un département, réunissant 45 agents organisés en équipes produits pour faire vivre et surtout mûrir des outils mutualisés et très exposés, comme le système d'authentification unique AgentConnect, la messagerie instantanée Tchap ou la plate-forme collaborative Osmose, et demain, la suite de travail collaboratif complète que veut construire la Dinum avec les ministères. L'objectif étant d'atteindre un niveau de maturité le plus élevé possible, à tous les niveaux : accessibilité, disponibilité et sécurité donc.

Un nouveau centre de supervision

En plus de remettre la cybersécurité en tête de liste des priorités de toutes les “équipes produits”, la cellule se matérialise aussi par la création d'un centre d'alerte et de réponse aux incidents spécialement dédié aux produits interministériels, dont le RIE, colonne vertébrale du numérique de l'Etat. “Nous avons besoin du même niveau de surveillance et de supervision au niveau des infrastructures sur le RIE que pour nos produits interministériels”, avait glissé Stéphanie Schaefer le 7 décembre à l'occasion des 10 ans de ce réseau informatique unique.

C'est d'ailleurs au sein du département en charge de ce RIE, où préexistait une fonction de centre de supervision de la sécurité (SOC), que le centre d'alerte de la DINUM est logé. Son périmètre est donc élargi pour surveiller aussi la sécurité des services numériques de la DINUM, et ainsi “étoffer les capacités d'anticipation et de réaction afin d'atteindre un niveau de maturité supérieur”, en

lien avec le CERT-FR animé par l'Agence nationale de sécurité des systèmes d'information (Anssi).

Dans les faits, la cellule ne fait que s'appuyer sur des effectifs existants : ses deux conseillers à la sécurité numérique, Frédéric Culie et Guillaume Saunier, et différents experts répartis dans les différents services de la DINUM et notamment le RIE. Le chef de son "SOC", Romain Hinfray, est également le chef du CSIRT sur les produits interministériels.